

LA PROPAGANDE DE BORALEX AVEC LA FEE ET LE SER

Le site internet de propagande info-eolien.fr

La propagande de la FEE se déploie sur SON site : info-eolien.fr dont les textes ne sont pas signés FEE (France Energie Eolienne) association domiciliée 5av de la République 75011 PARIS ayant des bureaux au ministère de l'Ecologie aux cotés de l'OFATE, l'Office Franco-allemand de la Transition Energétique qui impose les directives européennes au ministère français depuis le ministère allemand.

L'éolien et le sol

<https://decrypterlenergie.org/betonisation-et-artificialisation-des-terres-quelle-contribution-de-leolien>

A Pressigny (Haute-Marne), où les habitants ont été privés d'eau potable, les éoliennes ne sont pour rien dans le percement de la nappe phréatique !!!

A Andelot (Haute-Marne), où l'étang a été inondé de laitance de béton provenant du parc éolien de Cirey-les-Mareilles distant de 3-4 km.

Sur la question du démantèlement, on peut y lire:

« La provision financière réglementaire a été fixée à 50 000 euros par éolienne. Elle doit être constituée avant la mise en service du parc éolien. Mais le paiement de la facture du démantèlement est également assuré par la vente des métaux constituant l'éolienne : 150 tonnes d'acier dans l'exemple d'une éolienne de 2 MW, plusieurs dizaines de kilogrammes de cuivre et d'aluminium, des centaines de tonnes de béton réutilisables sous forme de granulats. Dans quelques cas, ce démantèlement peut être financé par l'utilisation en seconde main de l'éolienne d'occasion. Les retours d'expériences (la première éolienne a été raccordée au réseau électrique français il y a 28 ans) confirment cet équilibre financier. »

Non, il faut au minimum 200 000 €/MWh pour couvrir les frais de démantèlement sans les coût d'enlèvement du socle et la restitution des parties communes, chemins, parking, poste(s) de livraison. Voir :

<https://www.energieverite.com/post/le-d%C3%A9mant%C3%A8lement-des-%C3%A9oliennes-une-bombe-%C3%A0-retardement>

<https://www.energieverite.com/post/d%C3%A9mant%C3%A8lement-des-%C3%A9oliennes-terrestres-en-france-contraintes-et-perspectives>

ou encore : <https://www.realahune.fr/construction-exploitation-demantelement-des-pars-eoliens/>

On peut y lire :

« LA PHASE DE DÉMANTÈLEMENT DES PARCS ET LEURS DÉCHETS

L'éolien est 10 fois plus consommateur en matériaux de base (béton, acier, aluminium, cuivre...) par quantité d'électricité produite que les centrales électriques pilotables(6), à charbon et à gaz en Allemagne, nucléaires en France (figure 7). Cela à cause d'une durée de vie (20 ans) bien plus courte que celle des centrales pilotables modernes (60 ans) et à leur faible efficacité.

L'éolien consomme aussi des matériaux spécifiques, composites carbonés utilisés pour la fabrication des pales, de l'ordre de 10 tonnes par MW soit 10 000 tonnes. Ils ne peuvent pas être recyclés actuellement. Il faut les brûler ce qui produit outre du CO2 des molécules très toxiques comme des dioxines(9), ou les enfouir dans des décharges.

Etant donné ces très grandes quantités de déchets produites, le coût de la « mise au gazon » c'est-à-dire d'un démantèlement complet, est plus élevé pour une même quantité d'électricité produite que pour les centrales électriques à gaz, à charbon, ou nucléaires(10).

Selon l'Office Franco-Allemand pour la Transition Energétique (OFATE)(11), 100 000 euros par

MW de dépenses sont à envisager pour les 4000 MW d'éoliennes terrestres qu'il faudra démanteler en Allemagne d'ici la fin 2020, mais sans enlever les socles ni recycler les pales, ce qui augmenterait notablement ces coûts. On trouve des valeurs du même ordre pour la France dans un document du collectif Energie-Vérité(12). »

Pire, la plupart des baux emphytéotiques signés avec les propriétaires mentionnent ou les agriculteurs, en toutes petites lignes, que le démantèlement restera à la charge du propriétaire ou du locataire. En cas de défaillance, ça sera la commune, et en cas de défaillance de la commune, celle-ci sera mise sous tutelle de l'État.

Article récent de la Tribune des Echos : Tribune des promoteurs éoliens cosignée par Boralex
<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-en-france-les-energies-renouvelables-financent-les-energies-fossiles-1898585>

Opinion | En France, les énergies renouvelables financent les énergies fossiles
Les ENR contribuent massivement au bouclier tarifaire, quand les pétroliers et gaziers n'y contribuent quasiment pas, dénonce une cinquantaine d'acteurs du secteur.

Par tribune collective, Jean-Yves Grandidier (Président de VALOREM)

Publié le 19 janv. 2023 à 08:50

Les énergies fossiles, pourtant à l'origine de la crise écologique et d'approvisionnement que nous traversons, enregistrent des profits record, quand les énergies renouvelables mettent la main à la poche pour financer le bouclier tarifaire. NOTE N°1

2.160 euros : ce serait l'augmentation moyenne de votre facture annuelle d'électricité si le gouvernement n'avait pas acté le prolongement du bouclier, et même 2.400 euros si vous vous chauffez au gaz.

Un coût pour les finances publiques estimé par le ministère de l'Economie et des Finances à 24 milliards d'euros, de l'automne 2021 au 1er septembre 2022. En 2023, il coûtera 45 milliards.

Alors que sur les marchés, les prix de l'électricité ont explosé en un an, les ENR ont continué de vendre au même prix???, dégageant plus de 38,7 milliards d'euros reversés au budget de l'Etat sur la période 2022-2023. NOTE N°2

C'est la contribution des non-émetteurs de gaz à effet de serre pour financer le bouclier tarifaire. Les producteurs amortissent donc la crise énergétique pour la facture des particuliers à hauteur de 75 %, tout en proposant une électricité propre et très compétitive. NOTE N°3

Des subventions aux plus polluants

Les industries fossiles, elles, contribuent de manière infime au financement du bouclier tarifaire, les profits étant réalisés hors de France. Pire, les aides de l'Etat sur les carburants sont, in fine, des subventions à ces industries polluantes qui nous enfoncent davantage dans la crise économique, écologique et sociale. NOTEN°4

Exonération de taxation du kérosène, de certains produits pétroliers utilisés par les bateaux, différence entre la taxation du diesel et de l'essence... :

le Réseau Action Climat estimait déjà en 2019 que la France versait entre 11 et 19 milliards d'euros

annuels de subventions aux énergies fossiles. N'est-ce pas choquant ? Comment rétablir un partage équilibré des efforts entre tous les acteurs industriels, à hauteur des moyens dont ils disposent, et faire en sorte que les filières fossiles réparent les conséquences de leurs actes ?

La transition énergétique, une « nouvelle ère industrielle », assure l'AIE

L'ONU, le GIEC et l'AIE n'ont cessé de rappeler l'urgence de la situation. Seule solution à court terme, le déploiement des ENR pour que la France puisse assurer sa sécurité énergétique, et fournir une électricité à un coût compétitif, pérennisant l'activité et l'emploi. NOTE N°6

Les ENR représentent un outil de maîtrise de notre indépendance énergétique??? et des prix pour les consommateurs. Vertueuses pour l'environnement, elles sont les seules capables d'assurer nos besoins??? à quinze ans. Il faut donc utiliser tous les leviers à disposition pour accélérer leur développement. NOTE N°7

Nous en appelons à la rationalité scientifique ??? et la responsabilité politique de l'Etat, des élus et des administrations pour sortir par le haut de cette crise. NOTE N°8

La loi d'accélération des ENR est l'occasion historique de marquer le choix politique et stratégique de la France d'être le premier pays à sortir des énergies fossiles. ???? NOTE N°9

Jean-Yves Grandidier est président de Valorem ; F 5

Raphaël Lance est directeur des fonds de transition énergétique de Mirova ; F 6

Jean-François Petit est directeur général de Q Energy. Corée 24

Avec 54 autres acteurs de l'éolien français : NOTE N°10

Arnaud Bellanger, country manager de Statkraft France; Norvège 1

Broc Bernard, gérant de BMEOL; f 1

Christian Besnault, directeur du département énergies renouvelables de Verspieren; S

Patrick Bessière, gérant d'Abo Wind; Allemagne 2

Patrick Billas, gérant de BAE; f 2

Mathilde Bouscary, présidente-directrice générale d'Eolissun; f 3

Christophe Bret, président de Sepale; f 4

Matteo Carando, France country manager d'ERG; Italie 3

Fabrice Cassin, avocat associé partner chez LPA-CGR; S

Laurent Chamerois, ingénieur-conseil; S

Sylvain Corlay, directeur développement ENR d'Inersys; f 4

François Daumard, président de Valeco; F 2

Christophe-Joseph David, président de David Energies; f 5

Jean-Edouard Delaby, président d'Escofi f 6

Simon Destombes, chargé de relations territoriales d'Energie Eolienne Solidaire; S

Jean-Philippe Enzer, directeur de Robur Wind France; Allemagne 4

Serge Galaup, directeur de WKN France; Allemagne 5

Daniel Garcia, directeur général d'EDPR France; Espagne 6

Vincent Gruffat, chef de projet chez Falck Energies Renouvelables; Italie 7

Antoine Guiheux, avocat; S

Delphine Henri, directrice France de SSE Renewables; UK 8

Guillaume Jumel, vice-président et directeur général France d'Innergex; Canada 9

Frédérique-Ann Labeeuw, head of development France de SAB Energies Renouvelables SAS; Allemagne 10

Sylvere Labrune, directeur général d'IEL Energie; f 6

Maël Lagarde, gérant de VSB Energies Nouvelles; f 7
 Pierre-Albert Langlois, président d'Acajoo Advisory; S
 Jean-Pierre Laurent, président d'Opale Energies Naturelles; f 8
 Jean-François Leblanc, directeur France d'Abei Energy; Espagne 11
 Heinrich Lieser, président de NOTUS Energie France; Allemagne 12
 Vincent Masureel, directeur général d'Enertrag France; Allemagne 13
 Frederic Maenhaut, chief commercial officer chez Enercon; Allemagne 14
 Jean-Daniel Maire, président-directeur général de la SEM ENR Citoyenne; f 9
 Pierre Mat, gérant de Ventis; Belgique 15
 Björn Mummenthey, président d'Eurocape New Energy et Directeur d'Eol-C; Monaco 16
 Can Nalbantoglu, président de BayWa r.e.; Allemagne 17
 Xavier Nass, directeur général de JP Energie Environnement; F 3
 Olivier Perot, président d'OVP Solutions; S
 Julien Pezzetta, président d'Eolise; f 10
 Benoit Praderie, directeur général de Soleil du Midi; S
 Jean-Luc Proust, directeur général de Volkswind France; Allemagne 18
 Gabriel Rebourcet, directeur général de Gaïa Energy; f 11
 Eric Reisse, directeur général d'Envinergy; S
 Damien Renault, président d'Isac-Watts; f 12
 Christian Roger, président des Survoltés; f 13
 Barthélémy Rouer, président de WPO; UK 19
 Eric Sauvaget, managing director d'Energie Eolienne France; S
 Emmanuel Schuddinck, directeur général de Connected Wind Services et Wind for Future; S
 Grégoire Simon, président de WPD Onshore France; Allemagne 20
 Michel Suzan, dirigeant de KDE Energy France Groupe Syscom; F 4
 Virginie Thévenet, CEO du Groupe Eurowatt; Belgique 21
 François Trabucco, directeur général de Tenergie; S
 Nicolas Ugalde-Lascorz, directeur général de VDN; Allemagne 22
 Laure Verhaeghe, directrice générale de Lendopshire; S
Nicolas Wolff, directeur général de Boralex Europe. Canada 23
 Jean-Yves Grandidier, Tribune collective S

NOTE N°10

En écartant les sociétés de service, nous avons donc décompté au total :

24 groupes étrangers
 6 groupes français (F)
 13 PME françaises (f)

En termes de rapports de puissance installée on peut considérer que chaque PME pèse 1/3 de groupe soit 4 groupes français. Notre total « simplifié » en terme de groupe nous donne 34 groupes industriels dont 10 français et 24 étrangers.

Notre souveraineté énergétique est donc garantie à 30 % (10/34).

UNE PROPAGANDE CONTREDITE MAINTENANT PAR LES ECOLOGISTES EUROPEENS

Pour un MWh d'électricité de produite par l'éolien, l'intermittence devant être compensée par de l'énergie pilotable, il faut 4 MWh d'électricité produite avec le charbon ou le gaz. Comme l'Allemagne manque de gaz, c'est le charbon.

Les écologistes allemands protestent maintenant contre l'ouverture des centrales à charbon, balayant d'un tour de pelle mécanique d'antiques villages rupestres.

<https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/allemande-affrontements-entre-policiers-et-ecologistes-contestant-l-extension-d-une-mine-de-charbon-947989.html>

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a même adressé un avertissement aux responsables politiques de l'UE, en déclarant que le concept d'« intérêt public supérieur » pour les énergies renouvelables pourrait « conduire à un plus grand nombre de projets contestés devant les tribunaux pour des raisons environnementales, ce qui les ralentirait finalement ».

Ce lundi (27 février 2023), la Suédoise Greta Thunberg et des dizaines d'autres militants ont bloqué l'entrée du ministère norvégien du Pétrole et de l'Énergie en signe de protestation contre des éoliennes construites sur des terres utilisées par les éleveurs de rennes du peuple Sami.

Raser des forêts vierges pour construire d'immenses parcs solaires ou éoliens est un véritable désastre écologique.

Et enfin pour se reconforter :

<https://www.mezencexceptionnel.fr/pour-une-gestion-responsable/lenergie/leolien/leolien-en-termes-simples/>